Envoyé en préfecture le 08/07/2024

Reçu en préfecture le 08/07/2024

Publié le 08 Juillet 2024

ID: 056-215600784-20240704-DEL_2024_71-DE

DÉPARTEMENT DU MORBIHAN VILLE DE GUIDEL

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

L'An Deux Mille Vingt Quatre, le 4 Juillet à 20 H 30, le Conseil municipal, légalement convoqué, s'est réuni en Mairie, en séance ordinaire, sous la Présidence de Monsieur Joël DANIEL, Maire.

Étaient également présents :

Mme Françoise BALLESTER, M. Patrice JACQUEMINOT, Mme Marylise FOIDART, M. Christian GUEGUEN, Mme Laëtitia MELOIS, M. Jacques GREVES, Mme Arlette BUZARE, Mme Anne-Marie GARANGE, M. Franck DUVAL, M. Gwenaël COURTET, M. Georges THIERY, M. Patrice LE STUNFF, Mme Séverine LE FLOCH, M. Patrick GUILBAUDEAU, M. Philippe-Jacques BLESBOIS, M. Alain DESGRE, Mme Annette FREOUX, M. Thierry GAETAN, Mme Maryvonne LE GAL, M. Bernard BASTIER, Mme Chantal DEMANGEON, Mme Estelle MORIO, M. Jean-François SALVAR, M. Pierre-Yves LE GROGNEC, M. Guy DECROIX, M. Régis KERDELHUE, Mme Isabelle LOISEL

Absent (s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Didier LEMARCHAND à Jean-François SALVAR Jean-Jacques MARTEIL à Jacques GREVES Annaïg MESTRIC à Gwenaël COURTET Lucien MONNERIE à Bernard BASTIER Hugues DEVAUX-MARKOV à Marylise FOIDART

Secrétaire : Mme Marylise FOIDART

Date de la convocation 27 Juin 2024
Date de l'affichage 28 Juin 2024
Nombre de conseillers en exercice 33

Nombre de présents 28 Nombre de votants 33

2024 71 <u>Décisions prises par le maire en application de l'article L 2122-18 du CGCT</u>

Rapporteur: J. Daniel

Retrait de délégation à un conseiller municipal délégué

Par arrêté 2024_141 du 5 juin dernier, le Maire a retiré ses délégations à Monsieur Lucien MONNERIE, conseiller municipal délégué à la Mémoire patriotique et à la sécurité.

Ces délégations ont été réparties entre Monsieur Patrick GUILBAUDEAU (mémoire patriotique) et Monsieur Christian GUEGUEN (commissions de sécurité).

Pour extrait conforme, Guidel, le 5 Juillet 2024 Le Maire,

Joël DANIEL

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Rennes ou par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr dans un délai de 2 mois à compter de sa publication ou de sa notification.